



EXCLUSIF « Pourquoi la CFE-CGC ne participera pas au lancement du CNR »

La CFE-CGC a décidé de ne pas participer à la réunion de lancement ce jeudi à Marcoussis du Conseil national de la refondation, annonce son président François Hommeril dans une interview aux « Echos ».

« Il n'y avait pas lieu de cautionner par notre participation quelque chose qui va encore plus troubler l'équilibre et le crédit des institutions démocratiques », explique-t-il.



François Hommeril, le président de la CFE-CGC, refuse de participer au lancement du Conseil national de la refondation ce jeudi. (Photo Come SITTLER/REA)

Par [Leïla de Comarmond](#)

Publié le 6 sept. 2022 à 11:44 Mis à jour le 6 sept. 2022 à 17:13

Comptez-vous aller à la réunion du Conseil national de la refondation, jeudi à Marcoussis ?

Non, je n'irai pas. Nous avons eu un long débat ce lundi en bureau national et après avoir pesé les arguments pour et contre, il a estimé à l'unanimité qu'il n'y avait pas lieu de cautionner par notre participation à quelque chose qui va encore plus troubler l'équilibre et le crédit des institutions démocratiques que ce gouvernement et le précédent ont déjà bien entamés.

A l'exécutif de montrer l'exemple. Or il s'est déjà mis en faute.

J'ai participé comme les autres leaders syndicaux [en juin au déjeuner](#) où Emmanuel Macron nous a expliqué avoir changé, avoir compris, présentant la [création du Conseil national de la refondation](#) comme un instrument au service de ce changement de méthode après avoir confiné pendant cinq ans les partenaires sociaux. Pourquoi pas ? Il faut toujours être à l'écoute. Nous étions prêts à regarder. Dans le courrier qu'il nous a adressé, le chef de l'Etat propose de « faire Nation ». A l'exécutif de montrer l'exemple. Or il s'est déjà mis en faute.

A quoi pensez-vous ?

Regardez ce qui se passe sur l'assurance chômage. Emmanuel Macron dit qu'il a changé et en même temps le gouvernement tue toute possibilité de réelle négociation. Il promet une pseudo concertation dont tout le monde sait qu'il s'agit d'un écran de fumée : il a déjà annoncé qu'il allait [adosser les règles d'indemnisation à la conjoncture](#) alors qu'il sait que tous les syndicats sont opposés à une indemnisation contracyclique qui n'a pas plus d'efficacité que la dégressivité des allocations. Surtout quand on sait que la moitié du coût de l'indemnisation vient de l'intérim et des CDD. La réalité, c'est que l'exécutif donne des gages au Medef qui n'a donc aucun intérêt à négocier avec les syndicats.

Mais vous auriez aussi pu aller à Marcoussis pour dire tout cela de vive voix à Emmanuel Macron... Vos homologues de la CFDT, de la CFTC et de l'UNSA y vont.

Pour moi, cette réunion, c'est de la com. C'est un objet entre les mains des communicants. Il y a déjà des instances dans lesquelles peut être organisé un vrai dialogue de qualité. Normalement un tel rendez-vous, ça se prépare. On travaille en amont, on échange, on partage, on discute d'un agenda de travail. Ca ne peut pas se résumer à un debrief d'un quart d'heure quelques jours avant la rencontre et puis pendant une intervention de 2 à 5 minutes pour chaque participant après le chef de l'Etat et les experts. Le mandat que m'ont donné les militants de la CFE-CGC n'est pas de rester sagement assis sur une chaise à entendre encore une fois la messe.

Cette réunion, c'est de la com.

D'autres confédérations ont choisi de participer au CNR. Nous respectons leur décision. Ce n'est pas la première fois que dans le monde syndical il y a une différence d'appréciation. Et ça ne nous empêche pas d'avoir des combats communs : je vous renvoie à la réunion intersyndicale de juillet où nous nous sommes accordés sur un [texte commun](#) de très grande qualité et à celle de lundi qui va déboucher sur une autre déclaration sur l'assurance chômage. L'exécutif ferait bien d'entendre le mécontentement qui monte dans le pays, notamment dans l'encadrement.

Leïla de Comarmond